

Le Mans le 7 juin 2022

## REMUE-MENINGES !!!???

Le DG a informé mi-mai qu'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Moyens est en cours de renouvellement pour les 3 prochaines années.

Il propose donc, au cours du mois de juin, de faire participer les agents en direct mais pas leurs représentants syndicaux dans ce qu'il appelle le grand « remue-méninges ».

L'objectif est « d'échanger et d'écouter », « de recueillir les meilleurs idées et principales préoccupations » sur

- L'avenir de nos métiers
- Les conditions d'exercices de nos missions
- Les relations avec nos partenaires

Il s'agit de nous interroger sur :

- Nos valeurs
- Nos atouts
- Nos fragilités
- nos marges d'améliorations

Le nouveau ministre Attal, dans un message de reconnaissance, a annoncé sa fierté d'appartenir à un réseau exceptionnel, disant que le territoire ne peut pas vivre sans le réseau DGFIP. Il souligne la maîtrise et la bonne tenue des finances publiques, vouloir agir pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens et promet l'égalité de traitement et le contrôle de cette égalité. Il a pour ambition l'égalité professionnelle femme-homme, l'environnement, la qualité de vie au travail et le dialogue social.

Dans la Sarthe, certaines réunions ont déjà été organisées par les chefs de services. Votre participation à cette réunion n'est absolument pas obligatoire. Pour ceux qui souhaitent y aller, il faut savoir qu'ils vont porter leurs idées personnelles et non représenter les agents puisqu'ils n'y auront aucun mandat.

Pour la CGT, cette consultation illusoire des agents n'est qu'un leurre face à la destruction de la DGFIP. La CGT DGFIP recommande aux agents de faire preuve de prudence dans leurs propos afin de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.

Depuis plus de 10 ans, 30000 emplois ont été supprimés dont 150 dans la Sarthe. Soi-disant pour combler les postes vacants, la DGFIP a recruté 180 contractuels l'an dernier (dont 18 en Sarthe) et va en recruter encore 702 en 2022 (dont 9 en Sarthe).

Outre les fermetures de postes, les services d'accueils des contribuables ferment petit à petit. Sous prétexte que les agents des trésoreries n'avaient pas le temps pour l'accueil, les horaires d'ouvertures ont été réduits jusqu'à la fermeture définitive du poste comptable. Les accueils dans les services des particuliers et des professionnels ont été remplacés par des rendez-vous précédés de contre appel, par des centres d'appels nationaux, phase ultime de la dépersonnalisation de l'accueil, de l'industrialisation et de la déshumanisation de la réception.

Les conditions de travail se sont fortement dégradées en quelques années et ce n'est pas l'achat de tables de repas pour les extérieurs ou de bacs à fleurs qui vont améliorer les conditions de travail !!

Les agents, par l'industrialisation des process de travail ont perdu le sens du travail, les responsabilités qui accompagnaient leur quotidien, leur engagement vis-à-vis de leurs missions et de la population reçue.

Il faut donc réclamer lors de cette « consultation » :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- **le recrutement de fonctionnaires par concours pour compenser les départs**
- **l'arrêt des recrutements de contractuels**
- **la titularisation de ceux qui sont en place**
- **la ré-internalisation des métiers concourant à l'exercice de nos missions**
- **des services d'accueil dignes de ce nom**
- **l'arrêt des changements des process de travail qui détruisent le collectif de travail**
- **des formations sur les missions en présentiel. Arrêt des e-formations.**

**Nos valeurs** sont au service de la population que ce soit par le **maintien de services de pleines compétences** sur tout le territoire, avec des **agents formés et en nombre suffisant** avec des horaires permettant un très bon accueil.

**Nos atouts** sont les **grandes compétences spécialisées** des agents reconnues par les ministres et la population.

**Nos fragilités** sont la **perte de nos missions** par leur disparition ou par leur privatisation, les **restructurations à outrance**, les **fermetures de services** partout au profit de **services low cost** qui ne servent que de boîte à lettre.

**Nos marges d'améliorations** sont une reconnaissance réelle de nos compétences aussi bien en terme de management, de promotion qu'en terme pécuniaire.

C'est pourquoi, il est urgent **d'augmenter le point d'indice** pour rattraper l'inflation. Actuellement, les cadres C et B stagnent pendant de nombreuses années avec une rémunération équivalente au Smic ou guère plus !

Il faut aussi que la reconnaissance soit élargie à **l'augmentation des primes** et par l'attribution d'une vraie **prime de technicité** comme celle attribuée à la Fonction Publique Hospitalière.

